

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL EN TUNISIE

Chassé par la porte, Ennahda revient par la fenêtre

Avec une équipe de 28 ministres dont trois femmes, la Tunisie dispose, à partir de mercredi soir, d'un nouveau gouvernement dont le chef est toujours Habib Essid.

De Tunis,
Kattou Mohamed

Fort critiqué pour la gestion de son équipe gouvernementale, en place depuis bientôt un an, Habib Essid s'est résolu à procéder à un remaniement ministériel dont les principales victimes sont le ministre de l'Intérieur et ceux des Affaires étrangères et des Affaires religieuses. Ces derniers n'ont pas perdu au change, puisque le communiqué du gouvernement laisse entendre qu'ils seront appelés à d'autres fonctions. Et selon certaines sources fiables, Othmane Battikh qui vient de quitter le ministère des Affaires religieuses, après avoir été en conflit avec de nombreux Imams, reviendrait à son poste de «Muphti»

de la République. Celui des Affaires étrangères, Tayeb Baccouche, irait «en villégiature» à Rabat pour occuper le poste de secrétaire général de l'UMA, poste qui revient de droit à la Tunisie.

Son successeur, Khémaies Jhinaoui, est un diplomate de carrière qui avait occupé, entre autres, sous le règne de Ben Ali, le poste de chef de la Mission tunisienne à Tel-Aviv. Il était conseiller à la présidence de la République et sa nomination répond, selon les analystes, au souci de cette institution d'instaurer l'harmonie nécessaire avec le département des affaires étrangères.

Quant au ministre de l'Intérieur, Néjim Gharsalli, il occuperait le poste, tant convoité, d'ambassadeur à Paris. Les autres postes de souveraineté n'ont pas réservé de surprises.

L'universitaire Farhat Horchani est maintenu au département de la défense nationale alors que le département de la justice où l'on enregistre beaucoup de «grabuges» a été confié à un juge, jusqu'à mercredi, gouverneur (wali) dont les administrés dans le gouvernorat de l'ARIANA (proche de la capitale) ne disent que du bien pour sa gestion des affaires de la région.

Nouvelle particularité de ce remaniement, l'absence de secrétaires



Habib Essid, chef du gouvernement tunisien.

d'Etat. Cette décision du chef du gouvernement serait suscitée par un désir, voire une détermination de M. Habib Essid d'éviter, à l'avenir, toute mésentente entre un ministre et un secrétaire d'Etat travaillant dans un même département, avec des vues différentes. Chaque ministre assume, désormais, la responsabilité entière du département qui lui est confié.

Qu'en est-il des réactions ? Au lendemain de l'annonce du remaniement, elles se font rares. Un député représentant les Tunisiens installés en Italie a vu d'un mauvais œil la suppression du département chargé des affaires de la communauté tunisienne à l'étranger annonçant même que son groupe en parlerait au chef du

gouvernement dans l'espoir de le faire revenir sur sa décision. Parmi quatre partis représentés dans le gouvernement, il est à noter que le parti islamiste a fait part de son entière satisfaction.

Normal, dirait-on, quand on sait que rien ne se réalise dans le pays sans le consentement préalable de Rached Ghannouchi. Même son de cloche chez l'Union démocratique libre (UPL) du riche Slim Riahi contrairement à Nidaa Tounès qui a manifesté son mécontentement, notamment, en ce qui concerne l'éviction du ministre de l'Intérieur, Néjim Gharsalli.

Cependant, ce remaniement qui serait venu à point nommé donnera-

t-il des ailes à la Tunisie qui vient de connaître, au plan économique, l'année la plus difficile depuis la fuite de Ben Ali, avec un taux de croissance de 0,5%.

Même sous le règne du parti islamiste, la gestion économique n'avait pas été aussi désastreuse. Avec l'entrée de nouveaux ministres aux départements de l'intérieur, du commerce ou des affaires sociales, le pays parviendra-t-il à mener à bien la lutte contre le terrorisme, la contrebande et la corruption ?

Ce gouvernement est-il celui que la Tunisie attendait, sachant que le parti islamiste, chassé par la porte, est revenu par la fenêtre, ne serait-ce qu'en imposant ses vues pour évincer tel ou tel ministre ou imposer un autre ? Tel est le cas du ministre de la Justice ou de celui des Affaires religieuses qui n'était pas à son goût et dont le successeur ne porte pas le parti islamiste dans son cœur.

En effet, avec ce dernier, le parti Ennahdha pourra-t-il mettre sous sa main les lieux du culte comme il en a l'intention et comme il le souhaite ? Un bras de fer est en vue qui serait exploité pour mettre les bâtons dans les roues de l'action gouvernementale. Pourvu que les divergences n'embrasent pas d'autres secteurs, souhaitent bon nombre de citoyens.

Le remaniement de mercredi est le premier à être opéré dans le gouvernement de Habib Essid qui dirige le pays depuis une année.

K. M.

CRISE IRANO-SAUDIENNE

La Turquie convoque l'ambassadeur iranien

La Turquie a convoqué jeudi soir l'ambassadeur d'Iran afin de protester contre les attaques dans la presse iranienne à l'encontre du Président turc Recep Tayyip Erdogan pour avoir refusé de condamner l'exécution par Riyad d'un dignitaire chiite à l'origine d'une grave crise avec l'Iran.

«Nous condamnons fermement que notre Président ait été pris directement pour cible dans certains écrits de la presse iranienne qui répondent des autorités officielles iraniennes (...) et exigeons que ces publications cessent immédiatement», a indiqué un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères.

Le Président turc avait jugé mercredi que l'exécution du dignitaire chiite qui a mis le feu aux poudres entre l'Iran et l'Arabie Saoudite relevait des «affaires intérieures» de Riyad, en contradiction avec le gouvernement d'Ankara qui avait déploré lundi cette décision.

Le texte du ministère turc juge par ailleurs «inacceptables et déplorables» les attaques contre l'ambassade et un consulat saoudiens en Iran. La crise entre Téhéran et Riyad a éclaté après l'exécution samedi dans le royaume saoudien d'un dignitaire chiite, Nimr Al-Nimr, condamné pour «terrorisme».

Sa mise à mort a entraîné des manifestations et des représentations diplomatiques saoudiennes en Iran ont été attaquées.

SYRIE

Un terroriste tue sa mère qui voulait lui faire quitter Daesh

Un terroriste syrien de 20 ans a exécuté en public sa mère qui avait tenté de le convaincre d'abandonner le groupe Etat islamique (Daesh), a affirmé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le mère, Lina, une postière de 40 ans, a effectué les 50 km reliant Tabaga, où elle habite, à Raqa, capitale de facto de Daesh, pour implorer son fils, Ali Saqr, de la suivre en lui exprimant ses craintes qu'il trouve la mort dans des bombarde-

ments de la ville par l'aviation. Le jeune homme, qui a appartenu successivement à l'Armée syrienne libre (ASL) et au Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, avant Daesh, a aussitôt informé ses supérieurs qui ont arrêté cette femme pour «apostasie».

Il a ensuite abattu mercredi sa mère d'une balle dans la tête devant une centaine de personnes rassemblées sur une place de Raqa face à la poste.

L'OSDH a recensé une cinquantaine de «crimes» méritant la mort chez Daesh. Parmi eux figurent notamment l'adultère, l'homosexualité, la

zoophilie et le fait pour un terroriste «d'exposer ses parties génitales». «Tahir des musulmans», critiquer un sermon religieux, travailler avec la coalition, couper des routes et... capturer et torturer un militant anti-Daesh ou un adversaire armé sans autorisation des autorités terroristes, figurent parmi la liste des actions considérées comme un délit par Daesh.

Cette sinistre organisation terroriste s'est fait connaître pour ses atrocités, notamment les exécutions par décapitation, la mise à mort par le feu ou la destruction de monuments appartenant au patrimoine mondial de l'humanité.

MALI

Une Suissesse enlevée par des hommes armés à Tombouctou

Une ressortissante suisse a été enlevée dans la nuit de jeudi à vendredi à Tombouctou, dans le nord-ouest du Mali, où elle vivait depuis plusieurs années, après y avoir déjà été victime d'un rapt par des terroristes en 2012.

Il s'agit du premier enlèvement d'Occidental au Mali depuis celui des journalistes de la radio RFI Ghislaine Dupont et Claude Verlon, assassinés par leurs ravisseurs le 2 novembre 2013 à Kidal (nord-est).

«Jeudi dans la nuit, Béatrice, une ressortissante suisse a été enlevée chez elle à Tombouctou par des hommes armés», a déclaré à l'AFP un responsable du gouvernorat de Tombouctou.

«Des hommes armés sont venus chez Béatrice à Tombouctou. Ils étaient armés. Ils ont tapé, elle

a ouvert et ils sont partis avec elle», a précisé une source de sécurité malienne. Le ministère suisse des Affaires étrangères a confirmé dans un communiqué «avoir connaissance de l'enlèvement présumé d'une Suissesse au Mali», soulignant que pour des raisons de protection des données, il ne donnerait aucune information supplémentaire. Cet enlèvement n'avait pas encore été revendiqué hier à la mi-journée.

Il survient après l'assassinat à la mi-décembre dans la même ville de trois personnes, dont un journaliste de la radio chrétienne Tahanite (pitié, en langue tamasheq) qui émet depuis Tombouctou.

Une source de sécurité malienne avait alors parlé d'un lâche assassinat perpétré par ceux qui veulent créer la guerre des religions», en référence à la confession catholique de deux des victimes. Béatrice Stockly vivait à Tombouctou, où elle avait déjà été enlevée en avril 2012 par des

terroristes, puis libérée peu après grâce à une médiation du Burkina Faso.

Elle avait été relâchée par le groupe islamiste Ansar Dine, qui contrôlait alors la ville. M^{me} Stockly avait alors refusé de quitter la cité historique baptisée «la perle du désert». La libération de cette femme qui revendique sa foi chrétienne, très impliquée dans les actions sociales, était intervenue au bout d'une dizaine de jours contre le paiement d'une rançon, avaient affirmé à l'AFP plusieurs sources de sécurité.

Un médiateur burkinabé et un responsable du groupe Ansar Dine avaient démenti tout versement de rançon.

Des nombreux étrangers enlevés ces dernières années au Mali par des groupes djihadistes, seuls deux restent officiellement en captivité: un Sud-africain et un Suédois, retenus par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) depuis leur rapt à Tombouctou en 2011.